



Étude semestrielle sur le sentiment ESG des investisseurs institutionnels canadiens

Le 27 juillet 2022

Naviguer en eaux agitées et fermer les écoutilles

En juin 2022, Millani a réalisé son étude semestrielle sur le sentiment ESG des investisseurs institutionnels canadiens, auprès de 37 détenteurs et gestionnaires d'actifs représentant plus de 5 000 milliards de dollars canadiens. Ce rapport offre une analyse approfondie des principales tendances observées par ces investisseurs.

Les principales observations sont les suivantes :

- Les marchés financiers ont été bouleversés par le conflit en Ukraine et ses conséquences sur le marché des matières premières et la chaîne d'approvisionnement alimentaire mondiale.
- Une autre surprise a été la vitesse à laquelle l'inflation a fait son apparition, alimentée par le conflit, les problèmes de chaîne d'approvisionnement liés à la COVID et une demande refoulée.
- Malgré la volatilité observée, 97 % des investisseurs interrogés ont indiqué qu'ils n'avaient pas modifié leur approche d'intégration ESG, beaucoup d'entre eux ont même mis davantage l'accent sur l'engagement.
- Bien que les flux mondiaux de fonds durables aient diminué de 36 % (T4/21 - T1/22), ils ont tout de même mieux résisté que les flux de fonds du marché mondial qui ont chuté de 73 % au cours de la même période. Le marché canadien a fait exception à cette tendance à la baisse. En effet, les flux de fonds durables canadiens ont augmenté de 13%.¹
- Le conflit ukrainien a recentré les investisseurs sur la question de la sécurité énergétique. Cet événement et ses conséquences ont mené à un questionnement concernant le désinvestissement complet des combustibles fossiles et des entreprises axées sur le secteur de la défense, tout en ayant une plus grande ouverture sur le financement de la transition.
- Les régulateurs du secteur de l'investissement ont renforcé leur surveillance quant aux divulgations et à l'étiquetage ESG en début 2022, ce qui a été perçu comme un progrès bienvenu par les répondants. Dans un marché de plus en plus politisé et polarisé, une évolution vers des processus d'évaluation plus robustes devrait accroître la crédibilité globale de l'ESG et de l'investissement responsable.
- Les investisseurs estiment que le Canada est à l'avant-garde de l'ESG et peut devenir un chef de file mondial. Le Canada a la possibilité de viser haut en termes de réglementation, en tirant parti du succès et de la forte réputation mondiale de ses régimes de retraite. De plus, en se concentrant sur le développement de relations solides avec ses communautés autochtones, le pays est dans une position unique afin d'assurer le partage et l'écoute de leurs voix sur la scène mondiale.

1. Morningstar, Global Sustainable Fund Flows: Q1 2022 in Review, mai 2022.

Les surprises de 2022 ... qui n'en n'étaient pas

L'étude a commencé par comprendre quelles ont été les plus grandes surprises des investisseurs depuis le début de l'année 2022. La majorité des réponses s'est arrêtée sur la sous-estimation de l'impact du conflit en Ukraine sur les marchés financiers, l'inflation, les chaînes d'approvisionnement mondiales, et plus particulièrement sur la sécurité énergétique et les chaînes d'approvisionnement alimentaire. Les sanctions économiques et le retrait de la Russie du système bancaire international SWIFT, un service de messagerie mondial qui relie les systèmes financiers, ont entravé la circulation des marchandises qui, à son tour, a alimenté des augmentations dramatiques des coûts de celles-ci et a contribué à des pénuries alimentaires.

De nombreux investisseurs ont reconnu leurs préoccupations en ce qui a trait à l'approvisionnement alimentaire mondial, étant donné que l'Ukraine figure parmi les plus grands exportateurs de céréales, d'orge, de maïs et de blé.² En outre, plusieurs investisseurs ont souligné le regain d'intérêt pour la sécurité énergétique, ce qui a mené à des discussions internes concernant certaines stratégies d'investissement. Par exemple, compte tenu des sanctions économiques mondiales actuelles, de nombreux investisseurs se questionnent sur le désinvestissement des entreprises ayant des opérations liées aux combustibles fossiles et/ou à la défense, ou s'ils doivent se concentrer sur le financement de la transition en tirant parti des stratégies d'investissement dans la transition vers une économie plus sobre en carbone.

L'inflation

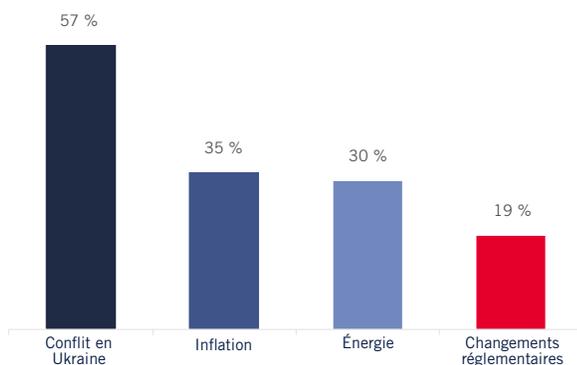
La plupart des investisseurs interrogés ont parlé de la rapidité, de l'ampleur et de l'enracinement inattendus de l'inflation, soulignant que la crise ukrainienne et la politique zéro COVID prônée par la Chine ont contribué au resserrement des chaînes d'approvisionnement mondiales. La plupart des investisseurs anticipent de nouvelles hausses des taux d'intérêt par les banques centrales pour lutter contre les effets de l'inflation, avec des avis divergents sur la possibilité d'une récession. À la suite de notre étude, la Banque du Canada a augmenté son taux d'intérêt directeur de 100 points de base le 13 juillet 2022, portant le taux directeur de la banque centrale à 2,50 %.

Compte tenu de la correction du marché, l'une des principales préoccupations des investisseurs était de savoir où trouver un refuge dans un marché faisant face à plusieurs changements. L'indice obligataire universel FTSE Canada et l'indice composé S&P/TSX étant respectivement en baisse de 12,3 % et de 11,1 % (au 30 juin 2022), la plupart des investisseurs n'ont pas modifié l'allocation de leurs actifs de façon significative. Des rééquilibrages mineurs ont eu lieu, certains investisseurs faisant état de mouvements tactiques visant à limiter l'exposition à la Russie, aux marchés émergents et aux actions de croissance, tandis que d'autres ont tenté de protéger leurs fonds de la chute des obligations traditionnelles en se tournant vers des obligations à rendement plus élevé et de courte durée. Toutefois, la majorité des personnes interrogées ont souligné que la diversification de leurs actifs à travers différentes classes d'actifs, incluant les secteurs privé, public et des actifs réels, avait commencé avant la correction du marché.

L'énergie et la transition vers la carboneutralité

Dans cette étude, 30 % des investisseurs ont cité des surprises liées au secteur de l'énergie, tels que le besoin soudain de diversifier les sources d'énergie (à la fois le type et l'origine), les défis de la transition énergétique et la montée en flèche du prix du pétrole. Tout au long de nos études en 2021, Millani avait observé une évolution du sentiment des investisseurs canadiens vers le financement de la transition plutôt que vers le développement d'une stratégie de désinvestissement. Ce sentiment a été observé dans cette étude et s'est étendu aux industries des ressources, de la défense et de l'énergie nucléaire. Les conditions macroéconomiques, l'importance des secteurs des ressources pour l'économie canadienne (au 30 juin 2022, les secteurs de l'énergie et des matières premières représentaient respectivement 18,4 % et 11,6 % de l'indice composé S&P/TSX) et la performance de l'indice plafonné de l'énergie S&P/TSX, qui était en hausse de 38,9 % (au 30 juin 2022), sont des facteurs qui renforcent ce changement de sentiment en faveur du financement de la transition. Il a également été exprimé que les investisseurs qui prennent des positions dans des émetteurs canadiens s'attendent à ce que de solides performances ESG et des ambitions de carboneutralité fassent partie de leur stratégie d'affaires.

Graphique 1
Quelle a été votre plus grande surprise sur le marché depuis le début de 2022 ?



Les chiffres ne totalisent pas 100 % en raison des réponses multiples.

Source: Millani, 2022

2. IHS Markit, Ukraine agriculture exports – what is at stake in the light of invasion?, mars 2022.

Les répondants ont clairement indiqué qu'ils souhaitaient que les émetteurs fournissent des objectifs de carboneutralité et des objectifs intermédiaires, des données relatives au climat (y compris la divulgation des émissions de carbone de portées 1 à 3), des plans de transition et des rapports s'alignant sur les recommandations du Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques (ou le Task Force for Climate-related Financial Disclosure – mieux connu par l'acronyme anglais TCFD qui sera utilisé pour le reste de ce rapport). Le désir des investisseurs d'avoir des objectifs est bien reçu par les émetteurs. En mai 2022, l'Institute for Sustainable Finance (ISF) a publié un rapport indiquant que le nombre d'émetteurs cotés à la Bourse de Toronto qui ont des objectifs de réduction d'émissions de carbone a doublé, passant de 60 à 120 (soit une augmentation de 52 %) en un an. Le taux d'entreprises ayant des objectifs intermédiaires a également augmenté, passant de 18,3 % à 49,2 %³ au cours de la même période.

Un message constant des investisseurs est cependant l'attente que ces objectifs climatiques soient liés à la rémunération des dirigeants. Dans ce cas, le rapport de l'ISF montre que seulement 14 % des entreprises ayant des objectifs divulgués avaient une rémunération liée directement aux objectifs de réduction des gaz à effet de serre (GES) en 2020 contre 25 % en 2019, soit une baisse notable.

Notre propre étude sur les tendances en matière de divulgation des émetteurs cotés à la Bourse de Toronto sera publiée en septembre 2022, où des détails supplémentaires sur ce sujet seront fournis.

Les changements réglementaires rendent les investisseurs vigilants

La majorité des investisseurs ont indiqué qu'ils étaient déconcertés par la vitesse à laquelle les régulateurs se sont engagés à la fois sur l'étiquetage des fonds ESG et sur le sujet des changements climatiques. La descente des procureurs allemands chez DWS, l'unité de gestion d'actifs de la Deutsche Bank AG, en mai 2022, a pris tout le monde par surprise. Elle s'est accompagnée de la proposition de la Securities and Exchange Commission (SEC) aux États-Unis concernant l'étiquetage ESG et de ses enquêtes sur des entreprises telles que Goldman Sachs, ainsi que du règlement de 1,5 million de dollars américains avec la Bank of New York Mellon. De plus, le 4 juillet 2022, la Financial Conduct Authority (FCA) du Royaume-Uni a annoncé qu'elle reportait la publication de sa réglementation révisée à plus tard cet été, car elle souhaite s'aligner sur les réglementations mises en place par d'autres régulateurs mondiaux tels que la SEC. Cela conduit de nombreux investisseurs à se tourner vers leurs opérations pour valider et vérifier l'alignement entre leur matériel de communications et de marketing et leurs pratiques d'investissement.

«Les régulateurs sanctionnant les investisseurs et effectuant des recherches dans leurs bureaux furent une grande surprise. Ils ont montré des signes qu'ils le feraient par le biais de notes, de directives, d'alertes spéciales, mais ils n'avaient jamais sanctionné personne auparavant. La leçon est la suivante : si vous le dites, soutenez-le et divulguez. Ils examinent les blogs des appels d'offres, les sites Web publics, ... tout est permis. Les acteurs de l'industrie se font filtrer, ce qui est une bonne chose.»

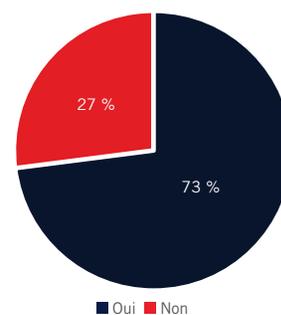
- Gestionnaire d'actifs

Les investisseurs ont également exprimé leur surprise quant à la rapidité avec laquelle la SEC a élaboré sa proposition liée à la divulgation d'information relative aux changements climatiques. Les répondants sont en faveur de ces recommandations et s'attendent à ce que la proposition oriente les émetteurs, même si le scepticisme demeure en ce qui concerne l'approbation de toutes les recommandations proposées. La majorité des répondants ont également indiqué qu'ils souhaitaient que les Autorités canadiennes en valeurs mobilières (ACVM) - qui ont ouvert une consultation publique sur la possibilité de rendre obligatoire la divulgation de certaines informations relatives au climat par les émetteurs canadiens en octobre 2021 - se mettent au défi de respecter des niveaux de divulgation similaires à ceux proposés par la SEC.

Nous avons validé les propres engagements des investisseurs en enquêtant sur leur soutien public à la reddition de comptes d'information liée aux changements climatiques, ainsi que sur leurs propres divulgations liées aux changements climatiques, et avons constaté que 73% des répondants ont indiqué leur soutien public au TCFD.

Graphique 2

Votre organisation a-t-elle indiqué publiquement son soutien au TCFD?

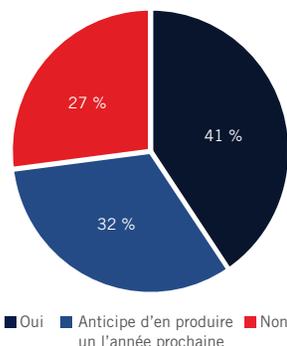


Source: Millani, 2022

3. Institute for Sustainable Finance, An Update on Canadian Corporate Performance on GHG Emissions, Disclosures and Target Setting, mai 2022.

En outre, 73 % des répondants ont déjà produit un rapport s'alignant sur les recommandations du TCFD, ou prévoient d'en produire un en 2023.

Graphique 3
Votre organisation a-t-elle produit un rapport TCFD ?



Source: Millani, 2022

Des changements dans les pratiques de reddition de comptes et de divulgation

La divulgation des détenteurs et gestionnaires d'actifs

Les attentes et les demandes des clients influencent également la communication des investisseurs. Par exemple, 84 % des investisseurs ont déclaré que leurs clients et leurs parties prenantes leur demandent de plus en plus de rapports qualitatifs et quantitatifs.

«Nous avons constaté une augmentation de la demande de la part des clients, ce qui entraîne une augmentation de la transparence, de la profondeur, de la nuance et du niveau de détail. Nous recevons des demandes afin de discuter de détails spécifiques à chaque société, contrairement aux divulgations plus générales au niveau du portefeuille.»

- Gestionnaire d'actifs

Les investisseurs sont désormais confrontés à des expériences similaires à celles des émetteurs en matière de reddition de compte; un nombre croissant de questionnaires sans questions standardisées. Cela nécessite des ressources supplémentaires et devient particulièrement difficile pour les petites entreprises, ce qui alimente l'appel commun à la normalisation des rapports. Cette demande de normalisation pourrait commencer à être résolue avec le processus de consultation en cours de l'International Sustainability Standards Board (ISSB) pour deux nouvelles normes :

l'une pour la divulgation d'informations financières liées à la durabilité et l'autre pour les divulgations liées aux changements climatiques.

L'investissement d'impact gagne du terrain

Une évolution intéressante de cette étude semestrielle est la mesure dans laquelle l'investissement d'impact gagne du terrain. L'investissement d'impact était autrefois considéré comme une catégorie d'actifs distincte pour laquelle les investisseurs étaient prêts à renoncer aux rendements pour obtenir un impact social. Cette définition est en train de changer rapidement sur les marchés financiers, car les principes de l'investissement responsable des Nations Unies ont ajouté à leur cadre de reddition de comptes de 2020 l'obligation des signataires de fournir des informations quant aux résultats durables. Les investisseurs sont donc à la recherche de certains résultats, non seulement des données quantitatives.

«Le rapport d'impact s'inscrit-il dans le cadre de l'obligation fiduciaire des gestionnaires d'actifs ? C'est l'un des défis que nous allons voir. Vous aurez tout un groupe qui dira oui, et cela créera un débat et une certaine polarisation. Les régimes de retraite seront confrontés à un défi similaire s'ils poursuivent des résultats qui ne sont pas alignés sur l'obligation fiduciaire de leur promoteur.»

- Gestionnaire d'actifs

Cela conduit à des questions importantes concernant les meilleures pratiques quant à la mesure de l'impact, et la manière de rendre compte de cet impact, ainsi qu'à un débat important sur l'obligation fiduciaire des régimes de retraite et son lien avec l'impact. Bien que cette discussion n'en soit qu'à ses débuts, la plupart s'accordent à dire que les émetteurs ressentiront le désir croissant des investisseurs d'obtenir des détails sur la mesure de l'impact associé aux objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies (ou les Sustainable Development Goals - mieux connu par l'acronyme anglais SDG).

Les divulgations des émetteurs

Il est évident que la demande accrue auprès des investisseurs de produire des rapports ESG plus détaillés signifie que ces mêmes demandes se répercuteront sur les émetteurs.

La bonne nouvelle est que les investisseurs constatent des améliorations, notamment en ce qui concerne les mesures et les indicateurs clés de performance pertinents. Les personnes interrogées ont cité les mesures prises par les régulateurs comme étant à l'origine de cette amélioration de la qualité et de la quantité des rapports et des données.

«Les rapports des émetteurs augmentent en termes de qualité et de quantité. De plus en plus d'entreprises publient des rapports s'alignant sur les recommandations du TCFD, des rapports dédiés à de l'information ESG, et la robustesse de ces rapports s'améliore.»

- Détenteur d'actifs

Cela dit, les investisseurs font toujours pression pour que les divulgations soient plus robustes. Par exemple, ils aimeraient avoir plus d'informations et de données sur des sujets liés aux changements climatiques afin de pouvoir faire leurs propres évaluations et intégrer ces informations dans leurs propres modèles.

«Les émetteurs essaient de divulguer des informations quantitatives, mais ils se cachent derrière les données sur les émissions de GES et de CO₂, qui sont des informations bienvenues. Cependant, nous aimerions également voir des éléments comme la consommation d'électricité, de pétrole et de gaz naturel, etc. afin de pouvoir valider les chiffres liés aux GES.»

- Gestionnaire d'actifs

Ces demandes ne proviennent plus seulement des acteurs des marchés publics. La diversification de l'allocation d'actifs institutionnels en actifs réels mentionnée précédemment, signifie que les investisseurs en capital-investissement et en immobilier ressentent également la pression de démontrer leur intégration de l'ESG dans leur processus de gestion des risques. Cette situation crée à son tour une demande croissante de divulgations ESG de la part des entreprises privées.

«Les investisseurs qui favorisent les marchés privés insistent sur les éléments ESG. Dans le cas de la dette privée, l'acheteur du titre demande un engagement relatif à la réalisation de certains objectifs ESG par l'émetteur. Pour être en mesure de contrôler ces [objectifs], les exigences en matière de divulgation devront augmenter.»

- Gestionnaire d'actifs

Certains investisseurs ont souligné le fait que les émetteurs canadiens ne participaient pas autant que les émetteurs européens à des projets de collaboration.

Le Science Based Targets initiative (SBTi), qui vise à promouvoir les meilleures pratiques en matière de réduction des émissions de carbone et d'objectifs de carboneutralité conformément à la science du climat, et la Workforce Disclosure Initiative (WDI), qui a été conçue pour aider les entreprises à améliorer les normes de divulgation quant à la main-d'œuvre, ont été mentionnées comme deux projets importants qui n'ont pas connu autant de succès au Canada.

«Nous avons soutenu certaines meilleures pratiques comme la WDI, qui aide à lutter contre l'esclavage moderne et le travail forcé. Nous ne voyons pas autant d'émetteurs participer à ces initiatives au Canada qu'en Europe, pourtant la WDI est à la gestion du capital humain ce que le Carbon Disclosure Project est au climat.»

- Gestionnaire d'actifs

L'engagement par les investisseurs

Un sujet qui a été très clairement mentionné est qu'avec des données disponibles limitées et des conditions macroéconomiques changeantes, les investisseurs se concentrent sur l'engagement actionnarial. Les détenteurs d'actifs posent davantage de questions et s'attendent à des niveaux d'engagement actionnarial plus élevés de la part des gestionnaires d'actifs. Ils demandent également des preuves d'engagement et de dialogue avec les entités du portefeuille, ainsi qu'une description des résultats, dans toutes les catégories d'actifs. Les attentes en matière de reddition de compte progressent également. Les informations de base, telles que le nombre d'engagements, ne sont plus considérées comme étant suffisantes. Les investisseurs demandent à voir des résultats contextualisés et datés.

«Nous sommes assez cohérents. Nous devenons nous-mêmes plus astucieux, nous demandons les bonnes données et métriques, et nous nous concentrons sur des résultats tangibles. Chaque fois qu'il y a un nouveau rapport ESG, nous voulons voir les actions en cours, nous nous éloignons des simples divulgations.»

- Gestionnaire d'actifs

De nombreux investisseurs ont indiqué qu'ils sont signataires ou deviendront signataires de certaines associations telles qu'Engagement climatique Canada (ECC), dont l'objectif est de s'engager auprès des plus grands émetteurs de GES dans tous les secteurs de l'économie canadienne, en vue d'obtenir des résultats axés sur une transition vers la carboneutralité au fil du temps.

En tant qu'émetteurs, si vous n'avez pas encore de stratégie d'engagement auprès des investisseurs, le temps est venu d'en mettre une en place. Le rythme et les attentes des investisseurs, qui souhaitent aller au-delà des objectifs et voir des résultats tangibles, ne cessent d'augmenter.

La saison des votes par procuration

L'influence des investisseurs pour maximiser la valeur globale à long terme de leurs fonds comporte deux éléments clés : l'engagement avec les émetteurs et l'utilisation du pouvoir collectif et de la voix des actionnaires par le biais du vote par procuration. Comme l'a noté un investisseur, la saison des procurations en 2022 a été inhabituellement dynamique.

«De nombreuses propositions d'actionnaires ont réagi rapidement aux événements observés sur le marché. Par exemple, à la suite de la décision de la Cour suprême dans l'affaire *Roe v. Wade*, nous avons vu des propositions demandant la divulgation de la façon dont les employés peuvent accéder à certains établissements de santé. L'année dernière, les propositions d'actionnaires n'ont pas été aussi réactives par rapport aux événements en cours.»

- Gestionnaire d'actifs

Au total, la saison des votes par procuration en 2022 a vu 924 propositions d'actionnaires liées à l'ESG lors des assemblées annuelles des entreprises faisant partie de l'indice Russell 3000, contre 837 et 754 en 2021 et 2020, respectivement.⁴

L'augmentation du nombre de propositions ESG pourrait être due, au moins en partie, au fait que la SEC a autorisé un plus grand nombre de propositions environnementales et sociales à être soumises au vote après avoir annulé une politique promulguée sous l'administration précédente qui permettait plus facilement aux entreprises d'exclure de telles résolutions des bulletins de vote.

L'un des éléments clés de la saison des votes par procuration concerne l'égalité des sexes au sein des conseils d'administration. En effet, 24 % des répondants ont déclaré avoir des objectifs en matière de diversité selon le genre dans les conseils d'administration. Certains investisseurs ont même utilisé leur pouvoir de vote au cours de la dernière saison des votes par procuration pour voter contre certains conseils d'administration qui faisaient preuve d'un niveau faible de diversité des genres.

«Alors que nous voulions que 30 % des membres du conseil d'administration soient des femmes, nous visons maintenant 40 %. Cela facilite l'équilibre entre les genres. Nous avons également modifié les exigences en matière de représentation ethnique au sein du conseil d'administration dans certaines régions. Auparavant, nous recherchions une personne d'origine différente, mais dans certains marchés, nous en recherchons désormais deux.»

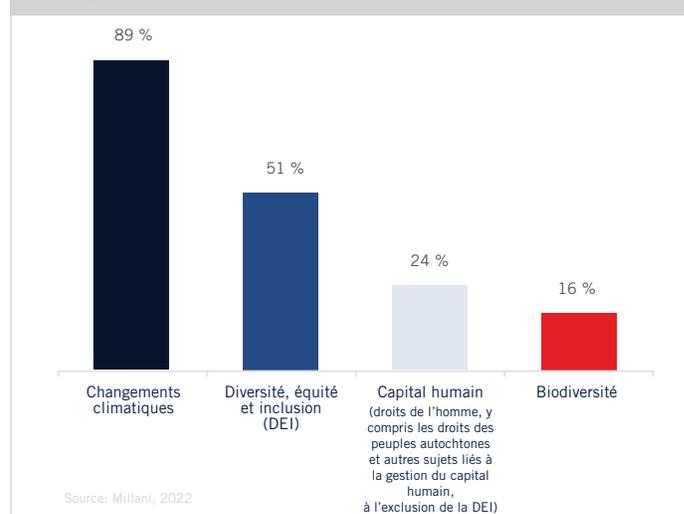
- Gestionnaire d'actifs

Toutefois, il est important de noter que l'attention portée par les investisseurs à la diversité, l'équité et l'inclusion (DEI) va également au-delà du genre pour inclure des représentants de divers milieux professionnels et ethniques, ainsi que des représentants provenant des marchés desservis par l'organisation.

Les principaux sujets ESG

Avec l'importance croissante de la DEI, les changements climatiques qui restent une préoccupation et les conditions macroéconomiques qui créent des turbulences sur les marchés, Millani a voulu confirmer s'il y avait eu des changements dans les sujets ESG primés par les investisseurs.

Graphique 4
Les sujets ESG les plus populaires auprès des répondants



4. BenefitsPro, Record high of 924 ESG shareholder proposals in 2022, but support is 'muted', juin 2022.

Comme l'année dernière, les changements climatiques ont été mentionné par 89 % des investisseurs comme une priorité figurant parmi leurs trois premières. En fait, 68 % des répondants l'ont mentionné comme leur priorité numéro un. Ensuite, 75 % des répondants ont choisi la DEI ou un autre sujet lié à la gestion du capital humain, comme les droits de l'homme (y compris les droits des autochtones), la rétention du talent ou la rémunération, comme faisant partie des trois sujets prioritaires. La biodiversité a également été citée comme un sujet d'avenir, fortement lié aux changements climatiques, mais difficile à intégrer.

Étant donné que les investisseurs sont eux-mêmes confrontés à des défis de reddition quant à la disponibilité des données liées aux changements climatiques, ils sont généralement d'accord pour dire qu'ils aimeraient voir les émetteurs aller au-delà des promesses et se fixer des objectifs intermédiaires. Plus important encore, ils aimeraient voir des plans d'action concrets pour atteindre ces objectifs. C'est, et cela restera, une partie importante de l'engagement actionnarial de la part des investisseurs, et les émetteurs devraient s'attendre à ce que cela devienne une attente générale sur l'ensemble du marché, et non seulement pour les secteurs à forte intensité d'émissions.

«Nous devons passer des paroles aux actes. Si vous vous êtes engagés à atteindre la carboneutralité, faites-le. Si vous avez des objectifs de réduction d'émissions de carbone d'ici 2030, faites-le. Je veux voir un plus large éventail de résolutions de la part des investisseurs, et pas seulement des objectifs de réduction pour 2030. Commencez petit et récompensez les fonds qui proposent de bonnes solutions.»

- Détenteur d'actifs

La gestion du capital humain

En ce qui concerne la gestion du capital humain, nous avons observé un manque de clarté en termes d'attentes des investisseurs vis-à-vis des émetteurs, car beaucoup d'entre eux ont du mal à comprendre ce qui doit être considéré comme des divulgations solides quant à ce sujet. En l'absence de normalisation, les entreprises élaborent leurs propres questionnaires.

«Nous constatons que plus les entreprises divulguent d'informations, plus elles semblent avoir une meilleure gestion du capital humain en général. Nous aimerions voir de l'auto-identification. Nous avons envoyé un questionnaire ESG, et nous avons élargi notre champ d'interrogation pour inclure certaines questions sociales, incluant la politique de relations avec les autochtones, la sécurité sur le lieu de travail, ainsi que des questions de santé et de diversité, au-delà des métriques relatives aux genres.»

- Gestionnaire d'actifs

Plus important encore, les investisseurs aimeraient que les émetteurs ne se contentent pas d'accumuler des données et de fixer des objectifs de DEI, mais qu'ils fournissent des informations et un contexte autour des processus et des politiques développés à l'interne qui ont été mis en place pour atteindre ces objectifs.

«La partie la plus importante est le processus : Comment lire et interpréter un score ? Nous avons été actionnaires d'une entreprise qui comptait 50 % de femmes dans son personnel. Pour cette entreprise, c'est un processus mis en place qui a conduit à ces statistiques. Nous voulions comprendre le processus derrière les données divulguées.»

- Gestionnaire d'actifs

Lorsqu'on a demandé aux investisseurs quel type d'informations ils souhaiteraient voir, les réponses ont varié de la représentation par genre au sein des conseils d'administration et de la main-d'œuvre, au rapport entre la rémunération des dirigeants et la rémunération moyenne des employés, au roulement du personnel, aux politiques de relations avec les autochtones et à la culture de l'organisation. Les investisseurs sont actuellement patients avec les émetteurs, reconnaissant la difficulté de fournir certaines données, mais ils s'attendent à des communications plus claires quant à ces sujets. Ils aimeraient que l'on mette davantage l'accent sur la divulgation des progrès réalisés au fil du temps.

«Les objectifs de gestion du capital humain vont arriver, c'est l'évolution naturelle après la divulgation, une fois que le processus de collecte des données sera suffisamment avancé. En raison du manque de données, il est difficile de fixer des objectifs. Commencez petit et développez, nous voulons voir la progression.»

- Détenteur d'actifs

Le leadership du Canada en matière d'ESG

Notre étude a révélé que les investisseurs croient que l'ESG est là pour rester. Compte tenu de l'évolution des conditions macroéconomiques et du marché, et de l'augmentation de la demande de ressources naturelles canadiennes, le Canada semble donc être en bonne position pour jouer un rôle de premier plan dans le domaine de l'ESG.

Des régimes de retraite de grande taille

De nombreux investisseurs ont souligné la taille et le nombre de nos caisses de retraite canadiennes - souvent appelées les caisses de retraite « Maple Eight » - comme un symbole du leadership canadien en matière d'ESG. Ces régimes de retraite sont très respectés et inspirent même plusieurs acteurs sur la scène mondiale.

De nombreux investisseurs ont suggéré d'utiliser les connaissances et les meilleures pratiques de ces fonds en termes d'intégration ESG et de les étendre à l'ensemble du marché.

«L'Europe a fait un excellent travail en matière d'intégration de l'ESG et de rapports sur l'ESG, mais le Canada, avec ses propres régimes de retraite de grande taille et sa réputation, est déjà un leader en matière d'ESG. Le gouvernement peut en tirer parti en adoptant les pratiques déjà mises en place, en les officialisant et en les étendant sur l'ensemble du marché. Nous pouvons apprendre des pratiques mises en place par les leaders du marché et les utiliser comme un excellent cadre de référence plus formel pour le régime de retraite typique.»

- Gestionnaire d'actifs

Les investisseurs ont également reconnu le rôle unique que jouent les peuples autochtones du Canada dans la transition équitable⁵. Dans un rapport que nous avons publié en septembre 2021 intitulé Le bien-fondé des relations avec les autochtones, nous avons indiqué qu'environ 180 mines en production et plus de 2 500 chantiers d'exploration sont situés à moins de 200 km de communautés autochtones au Canada, dont beaucoup sur des terres traditionnelles. Le Canada peut être un modèle à l'échelle globale sur la façon de progresser vers la réconciliation, la collaboration et le partenariat avec les peuples autochtones dans la création et le développement de projets de transition qui sont économiquement sains pour toutes les parties prenantes.

«Nos clients veulent plus d'analyse et d'implication concernant les communautés autochtones, et ce, dans l'évaluation de l'impact positif ou négatif des investissements sur ces communautés.»

- Gestionnaire d'actifs

De plus, les investisseurs ont indiqué qu'avec l'élaboration de normes pour la production de rapports sur les questions liées à la durabilité, comme l'élaboration des normes de l'ISSB, la voix, les connaissances et l'expérience collectives des peuples autochtones du Canada sont requises.

Il a été clairement indiqué que nous nous trouvons à un moment important dans l'élaboration de normes qui pourraient bien être ancrées dans les divulgations des participants du marché. Il a été noté que le Canada a une occasion unique de promouvoir l'inclusion et de prêter sa voix à ces discussions au niveau mondial.

Les répondants ont également exprimé haut et fort leur désir de voir les organismes de réglementation canadiens faire preuve d'audace et viser l'uniformité des règlements avec les autres juridictions canadiennes, mais aussi en s'alignant sur ce que font d'autres régions du monde. Ceci fait référence aux efforts de l'ISSB ainsi qu'aux autres efforts en place relativement à la divulgation d'informations liée aux changements climatiques.

«Les développeurs de politiques et les régulateurs doivent faire preuve d'audace et doivent souligner l'importance d'être audacieux. Nous devons tirer certaines leçons de l'Union européenne (UE) et produire des lignes directrices solides et fondées sur des principes, sans pour autant être trop prescriptifs. Cependant, nous ne devons pas être trop laxistes, mais plutôt viser de bons résultats en matière de divulgation, qui mettent de l'avant les meilleures pratiques et font les choses correctement.»

Gestionnaire d'actifs

Les défis de l'ESG

L'éducation

L'éducation en matière d'ESG a été identifiée comme un domaine de prédilection pour le Canada. De nombreux investisseurs ont reconnu que l'adoption et la compréhension de l'ESG ont progressé de manière substantielle dans certains secteurs des marchés financiers. Cependant, de nombreux segments de l'économie canadienne et de ses systèmes financiers ont encore besoin de soutien.

«Il devrait y avoir plus d'éducation sur l'ESG et l'investissement responsable à l'université, et sur la littératie financière à l'école secondaire.»

- Gestionnaire d'actifs

5. Le gouvernement du Canada affirme qu'une transition équitable consiste:

- à préparer la main-d'œuvre à participer pleinement à une économie sobre en carbone tout en réduisant au maximum les conséquences découlant de la transition du marché du travail;
- à recenser et à soutenir les possibilités économiques inclusives qui appuieront les travailleurs et leurs collectivités;
- à faire en sorte que les travailleurs et leurs communautés soient au centre des discussions qui ont une incidence sur leur qualité de vie.

Source: Gouvernement du Canada, Transition équitable, 2021.

Compte tenu des turbulences actuelles sur les marchés et du manque de clarté des définitions des termes liés à l'ESG, en particulier sur le marché d'investissement au détail, il est nécessaire d'éduquer le marché sur les différentes approches d'investissement responsable. Les régulateurs, les organismes de normalisation et les associations comme l'Association pour l'investissement responsable (l'AIR) (Responsible Investment Association) et l'Institut des analystes financiers agréés (Chartered Financial Analysts Institute) ont chacun un rôle à jouer pour contrer l'opposition présumée sur l'ESG qui peut se produire en raison du manque de compréhension de ce qu'est l'ESG et de son rôle dans les stratégies d'investissement.

L'introduction de l'étiquetage ESG pourrait dissiper une partie de la confusion, mais en attendant, il semble y avoir une polarisation autour du sujet de l'ESG, en particulier sur le marché américain. Bien que ce discours doive être surveillé, les investisseurs qui intègrent déjà l'ESG dans leurs processus reconnaissent volontiers que l'ESG est un élément fondamental de leurs stratégies d'investissement et qu'ils ne souhaitent pas cesser de l'intégrer dans leur processus de décision.

L'opposition présumée

Quel est l'avenir de l'intégration ESG ? Les participants du marché ont indiqué que l'accent mis sur l'étiquetage des fonds, et donc le risque d'écoblanchiment potentiel, a créé ce que beaucoup considèrent comme une opposition présumée. Toutefois, lorsqu'on interroge les investisseurs sur les défis de l'avenir, la clarté quant à l'étiquetage ESG des fonds est une idée bien accueillie, et est en fait jugée nécessaire pour que l'industrie progresse.

Comme c'est le cas depuis toujours pour les investisseurs qui intègrent l'ESG, l'accent sur le long terme a été réitéré. Bien que la perception soit que l'ESG ait été mis de côté en raison des récentes conditions macroéconomiques, les répondants ont indiqué que l'ESG n'est pas un style d'investissement. Il s'agit plutôt d'une approche intégrée dans l'analyse fondamentale des investissements et pour ceux qui l'ont réellement adoptée, il n'y a pas de retour en arrière.

«L'ESG n'est pas un style d'investissement, une alternative aux styles croissance, valeur, etc. Il fait partie des bonnes pratiques de gestion des investissements. Je n'adopterai pas l'ESG parce que j'obtiendrai des rendements plus faibles ou plus élevés. Ce n'est pas une discussion sur les rendements, il s'agit plutôt d'avoir une vision à long terme des rendements.»

- Gestionnaire d'actifs

• • •

Collaborateurs

Merci à nos collaborateurs qui ont pris le temps de nous faire part de leur avis quant aux principales tendances ESG. Nos contributeurs représentent 37 investisseurs institutionnels, dont certains sont présentés ci-dessous.



À propos de Millani

Millani offre des services-conseils d'intégration ESG aux investisseurs et aux entreprises. Au cours des 15 dernières années, Millani est devenue le partenaire de choix des investisseurs institutionnels. Grâce à nos services-conseils, nous aidons nos clients à développer leurs stratégies de communication, d'engagement actionnarial et de divulgation afin d'intégrer les clés ESG aux stratégies d'investissement et aux processus décisionnels dans le but de réduire les risques, d'augmenter les rendements et de créer de la valeur. De plus, cette expertise, jumelée à notre expérience de conseil en développement durable, nous sert aujourd'hui de levier pour aider les sociétés émettrices à améliorer leur divulgation ESG aux investisseurs et ainsi optimiser leur valeur marchande.

Pour plus de renseignements, contactez-nous à : info@millani.ca ou visitez notre site Web : www.millani.ca